

Parcoursup

Antichambre du monde du travail ?

Arbitraire, stress et sélection sociale : mais quelle est la véritable fonction de Parcoursup ?

Les huées médiatiques contre APB – système certes insatisfaisant pour les 0.5% de lycéens ayant subi le tirage au sort, mais qui avait le mérite de garantir une place pour 99.5% des candidats – n'ont d'égal en intensité que les paroles réconfortantes assénées par les ministres de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur. Vendredi 8 juin, Frédérique Vidal se félicitait que, sur 800.000 lycéens, 261.000 « seulement » soient encore en attente et 25.000 « seulement » n'aient reçu que des réponses négatives.

Où iront les élèves de filières technologiques ? Ils ont été privés de places en BTS par les quotas d'accueil de bacheliers professionnels. Faute de capacités augmentées, ils se voient aussi refuser l'entrée en IUT et à l'université. Et comment justifier auprès des parents et des élèves le fait qu'un élève de L à 15 de moyenne générale du lycée X soit accepté dans telle filière universitaire, mais pas l'élève de L à 17 de moyenne du lycée Y demandant la même filière ? Des enseignants d'université ont dénoncé pendant des semaines l'impossible mission de « tri » de milliers de dossiers et de lettres de motivation, ce qui a fatalement entraîné d'autres modes de sélection : au centième de point de moyenne, à l'établissement d'origine, voire... au tirage au sort ! Quelle ironie !

800.000 lycéens pour 600.000 places dans le supérieur : nul besoin de pré-requis extraordinaires en maths pour calculer le résultat. Les effectifs des cohortes nées depuis 2000 sont pourtant connus depuis belle lurette (voir le graphique page 4).

Les élèves sont en outre confrontés à une interface tellement complexe que mi-juin 13.000 élèves ont abandonné les démarches nécessitant de consulter le site tous les jours pour suivre l'évolution des places disponibles. Sans parler des pressions anxieuses et parfois culpabilisantes exercées via les réseaux sociaux ou par les chefs d'établissement, confrontés au mécontentement de leurs élèves, pour que des lycéens acceptent très vite, sans vraie réflexion, une formation libérant des places.

**800.000
lycéens pour
600.000
places dans
le supérieur**

Plus il y a de « parcours », plus le chemin est accidenté et solitaire. L'élève est en effet livré à lui-même et à la « concurrence » avec ses camarades. Permettre à tous les bacheliers de tenter leur chance à l'université est trop cher selon le gouvernement qui semble trouver le coût social de jeunes en rade moins lourd à supporter. Aujourd'hui tout est mis en place pour faire des économies aux dépens des plus fragiles et surtout pour ouvrir grand la porte au secteur privé : fermeture des CIO et des DRONISEP, ouverture du marché de l'orientation à des plateformes privées hors de prix qui prétendent « donner les clés » de Parcoursup, écoles privées qui surfent sur la vague du fiasco Parcoursup pour attirer les bacheliers laissés sur le bord de la route.

Pour contrer cette politique, le SNES-FSU de Lille appelle à participer aux actions académiques et nationales et à signer la pétition pour sauver les CIO. Nous continuerons à vous informer et à combattre les orientations dangereuses du gouvernement. ■

Le secteur Lycée

Parcoursup

Les universités appelées à classer

Il est impossible de proposer une vision uniforme de la façon dont Parcoursup a été reçu dans les universités, car les positions adoptées sont aussi variées que les filières universitaires elles-mêmes.

Des commissions *ad hoc* furent invitées à traiter des centaines de dossiers en très peu de temps, avant même que le processus législatif n'arrive à son terme. L'afflux des candidatures, sans hiérarchisation des souhaits, a artificiellement créé des situations de tension sur des filières qui n'en souffraient pas jusqu'alors, d'autant que les capacités d'accueil annoncées par les universités furent parfois revues à la baisse par le rectorat. Certaines commissions ont usé des moyens dont elles disposaient pour limiter la brutalité d'un classement imposé, fondé sur des critères discutables. Les « fiches avenir » sont à cet égard une remarquable illustration de la production des inégalités par notre système scolaire.

L'interface informatique baptisée « outil d'aide à la décision » permettait ainsi de pondérer ou d'exclure certains critères de classement utilisés par l'algorithme : valorisation de certaines notes, prise en compte ou non de la « fiche avenir », etc. En revanche, d'autres critères comme le taux de boursiers ou de candidats hors académie sont restés aux mains du rectorat, aboutissant à une révision *a posteriori* des classements établis par les commissions universitaires. ■

Antoine Destemberg
Maître de conférences en histoire médiévale
Université d'Artois

Parcoursup sonne le glas de la démocratisation universitaire

Contrairement à APB, Parcoursup rend les établissements d'enseignement supérieur seuls maîtres du choix des profils d'étudiants qu'ils souhaitent accueillir, par le biais d'algorithmes locaux opaques qui attribuent des notes de classement au centième voire au millième de point près. La non-hiérarchisation des vœux, donc la non-prise en compte des préférences des élèves, que dénonce le SNESUP-FSU, a instauré une concurrence entre candidats via les attendus, CV, lettres, etc. discriminant les élèves de milieux défavorisés et moins dotés scolairement. Un mois après l'ouverture de Parcoursup, plus de 20 % des élèves n'ont pas reçu de proposition ou sont en attente de place. Parmi les 78,5 % ayant reçu au moins une proposition, encore un quart n'ont pas fait de choix définitif espérant avoir une meilleure proposition. Les élèves de milieux défavorisés attendent que ceux plus dotés scolairement aient choisi leur affectation pour avoir une place qui a peu de chance de correspondre à leurs préférences. Pire, le système risque d'alimenter les écoles privées, presque 50 000 élèves ayant ainsi, à ce jour, quitté la plateforme. Parcoursup ne contribue en aucun cas à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur... et pour cause : il vise précisément le contraire ! ■

Nathalie Lebrun, SNESUP-FSU

